



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 21 OCT. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS

ARRETE **prescrivant des mesures d'urgence**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1 et L.512-7 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 24 avril et 3 décembre 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2006 instituant des servitudes d'utilité publique sur les terrains de l'ancienne usine VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS ;

VU le rapport en date du 20 octobre 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que suite à une visite sur les lieux le 16 octobre 2009, l'inspecteur des installations classées a constaté :

* dans la zone n°2 située entre l'emplacement de l'ancien magasin n°5 et à proximité immédiate de la limite de propriété longeant le Gier :

- que les excavations de l'alvéole la plus petite étaient polluées par des amalgames noirâtres hydrocarbonés,
- une accumulation par endroit d'eaux météoritiques souillées à des degrés divers d'hydrocarbures dans la seconde alvéole non couverte de béton,
- de fortes odeurs d'hydrocarbures perçues sur cette zone,

* à environ 150 m à l'est de cette première zone, la présence d'un troisième trou à l'intérieur duquel se trouvent quelques déchets métalliques pouvant être les restes d'une cuve,

* que l'amoncellement de gravats autour et à l'intérieur de ces trous ainsi que de l'absence de visibilité complète du fond des alvéoles empêche de détecter des indices organoleptiques permettant de constater la présence d'une pollution des sols et sous-sols ;

.../...

CONSIDERANT par ailleurs que les ouvrages de prélèvement du réseau de surveillance des eaux souterraines prescrits à la société VMC par les arrêtés préfectoraux des 24 avril et 3 décembre 2003 susvisés, se situent en limite de propriété et à une certaine distance des nouvelles pollutions suspectées ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il s'avère nécessaire de mener des investigations complémentaires, tant au niveau des sols que des eaux souterraines, pour déterminer l'étendue de ces nouvelles sources de pollution, leurs incidences notamment au niveau de l'évaluation des risques sanitaires qui pourraient entraîner l'actualisation éventuelle des servitudes d'utilité publique instituées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 2006 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient donc d'imposer à l'exploitant, la société V.M.C., la mise en œuvre des mesures nécessaires pour garantir, dans les meilleurs délais, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L.512-7 du code de l'environnement;

CONSIDERANT l'urgence des mesures à mettre en œuvre ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

Il est prescrit à la société VMC quai Eugène SOUCHON à GIVORS de prendre les dispositions nécessaires afin que les conséquences de la présence dans les sols et les eaux souterraines au droit de son site, d'hydrocarbures et de composés associés susceptibles de générer un impact sanitaire n'aient pas d'incidences sur l'environnement. A cet effet, l'exploitant doit mettre en œuvre à minima les mesures suivantes :

1.1 Résorption de la pollution

A cet effet, les mesures suivantes devront notamment être prises :

- délimitation de la zone polluée : la société VMC fera réaliser, au plus tard sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, des investigations de terrains et des analyses des eaux de la nappe phréatique, y compris à l'extérieur du site si nécessaire, en vue de caractériser l'extension des nouvelles zones polluées découvertes au cours de l'inspection du 16 octobre 2009 et constaté dans le rapport d'huissier daté du 14 octobre 2009. Ces opérations devront permettre d'évaluer le degré de contamination des sols et de la nappe, et de définir les modalités de fixation et de résorption de ces pollutions,

- les investigations destinées à identifier les conséquences éventuelles du déversement d'hydrocarbures dans les sols et dans les eaux souterraines seront menées conformément aux circulaires du 8 février 2007 préconisées par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer. La société VMC procédera en tant que de besoin à l'actualisation des documents visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 dans le but de redéfinir les objectifs de réhabilitation des zones concernées précitées et de procéder à une demande de modification des servitudes imposées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 2006,
- résorption de la pollution : la société VMC devra, dans un délai maximal de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, proposer et mettre en œuvre une méthode de résorption de la pollution ainsi que le cas échéant les aménagements nécessaires pour la mise en sécurité à long terme de la zone polluée. Si plusieurs traitements sont envisageables, une étude devra comparer :
 - leur efficacité
 - leurs avantages et inconvénients
 - leur coût

La société VMC devra justifier la solution proposée, sans préjudice des dispositions qui seront finalement retenues en accord avec l'inspecteur des installations classées.

- résorption des eaux météoriques souillées : la société VMC devra, dans un délai maximal de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, pomper et évacuer dans une filière agréée à cet effet les eaux météoriques souillées présentes dans les alvéoles mises à jour.

1.2 Suivi des eaux souterraines

La société VMC fera réaliser sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté par un organisme compétent en matière d'hydrogéologie une étude à l'appui d'investigations de terrains et d'analyse des eaux de la nappe phréatique selon une fréquence bimensuelle (hydrocarbures totaux), y compris à l'extérieur de son établissement si nécessaire, en vue de caractériser l'extension de la zone polluée, d'identifier les installations ou site sensibles à protéger (captages d'eau potable.....), de caractériser les risques potentiels pour ces installations ainsi que les moyens de suivi et/ou de protection à mettre en place.

1.3 Mise en sécurité du site

Dans l'attente de connaître l'impact et le traitement de la pollution, la société VMC veillera à éviter toute lixiviation des sols susceptibles d'avoir été pollués par des eaux météoriques par la mise en place immédiate d'une couverture provisoire étanche.

ARTICLE 2

Un rapport détaillé et circonstancié sur la découverte de ces nouvelles sources de pollution sera remis à l'inspecteur des installations classées dans un délai maximal de dix jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport établi conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement devra au minimum contenir les informations suivantes :

- une analyse de la méconnaissance de ces sources de pollution malgré la multitude des investigations déjà réalisées sur ce site : installations et origines des équipements en cause, chronologie des faits,
- la nature, la quantité, et la composition des produits à l'origine de la pollution
- l'évaluation de l'écotoxicité des produits libérés dans les milieux.

.../...

ARTICLE 3 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GIVORS,
- à la société O-I MANUFACTURING FRANCE.

Lyon, le 21 OCT. 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
René BIDAL

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée
Véronique CHAPPUIS